

QUÉBEC MONDE

QUÉBEC MONDE est l'aboutissement d'une recherche-action postdoctorale réalisée en 1982 sur l'action culturelle du Québec dans le monde. Les résultats de cette recherche ont été consignés dans un document de travail et de réflexion intitulé *Proposition de création d'un organisme privé québécois de diffusion linguistique et à but non lucratif*. On proposait de doter le Québec d'un organisme de diffusion internationale de la langue française sur le modèle de l'Alliance française, une institution centenaire (fondée en 1883) constituée d'une école de français à Paris et d'un réseau d'un millier de comités disséminés à travers le monde.

Dans ce document, on lit en guise d'introduction : « ... le sort de la langue française dans le monde représente un enjeu politique, économique et culturel trop important pour être traité à la légère. La France l'a bien compris, elle qui déploie une énergie débordante depuis quelques décennies pour conserver sinon redonner à la langue française son prestige et ses positions. Il faut toutefois convenir que l'entreprise est de taille et qu'elle dépasse les capacités d'un seul pays, fût-ce une grande puissance. Fort heureusement, la langue française n'est plus l'apanage de la France, mais appartient aussi à d'autres collectivités qui [...] constituent de précieux alliés et partenaires. Il revient à chacun d'apporter, selon ses moyens et ses capacités, sa contribution à la sauvegarde et au rayonnement de ce patrimoine commun ».

En plus de cet enjeu majeur, on faisait valoir d'autres arguments. En 1977, les Québécois se sont dotés d'une Charte de la langue française (Loi 101) qui fait du français la langue officielle et nationale du Québec. Or, le français n'est pas une langue exclusivement québécoise puisqu'il jouit d'une grande diffusion internationale. Sa promotion au Québec et son rayonnement international vont de pair, car les deux dimensions se renforcent mutuellement. Il était donc proposé aux Québécois d'apporter leur contribution, si modeste soit-elle, au rayonnement international du français, en appui à l'action nationale.

En misant sur la langue française, on favorise aussi le rayonnement international du Québec. Au début des années 1980, comme de nos jours d'ailleurs, l'État du Québec semblait peu disposé à se doter d'un organisme public d'action culturelle internationale sur le modèle du Goethe Institut ou du British Council. Cela exige des ressources importantes et de la volonté politique, qui ne sont toujours pas au

rendez-vous. Qui plus est, une institution de statut privé peut faire appel à des ressources aussi bien étrangères que québécoises et risque moins d'être accusée d'ingérence ou d'éveiller des susceptibilités.

Enfin, une autre raison, d'ordre économique cette fois, justifie cette initiative. La langue française exerce un grand attrait à l'étranger, y compris parmi nos voisins anglophones et latino-américains; nous aurions tort de ne pas exploiter ce filon. Attirer un plus grand nombre d'étrangers au Québec pour y apprendre le français n'est pas seulement flatteur pour notre langue et notre amour propre; cela se traduit aussi en espèces sonnantes. Nous partageons des affinités culturelles et habitons dans le voisinage d'environ 350 millions d'anglophones et 450 millions de Latino-Américains. C'est peu dire.

LE RÉCIT

QUÉBEC MONDE englobe trois organismes, chacun doté de sa propre personnalité juridique :

- une ASSOCIATION fondée en mars 1983
- une FONDATION publique mise sur pied en janvier 1992 et
- une ÉCOLE d'immersion française incorporée en janvier 2010.

Ces trois organismes, localisés à Québec, poursuivent des objectifs apparentés et complémentaires, qui sont exposés plus loin. Tous les trois bénéficient du statut d'organisme de bienfaisance. Afin de maintenir l'unité d'action et d'éviter la dispersion des ressources, ils fonctionnent avec un conseil d'administration identique, c'est-à-dire composé des mêmes personnes.

ASSOCIATION QUÉBEC DANS LE MONDE

L'ASSOCIATION a obtenu ses lettres patentes le 30 mars 1983. L'incorporation aurait pu se réaliser quelques mois plus tôt, mais elle a été délibérément reportée en 1983 afin de la faire coïncider avec le centenaire de l'Alliance française de Paris, qui servait de modèle, et le 375^e anniversaire de fondation de Québec par Samuel de Champlain, d'où le nom originel d'ALLIANCE CHAMPLAIN.

Démarrage et désillusion (1983-1987)

Les lettres patentes désignaient d'ailleurs l'organisme du nom officiel d'« ALLIANCE CHAMPLAIN, association québécoise de diffusion internationale du français ». Elles énonçaient sa mission comme suit :

- Diffuser la langue française dans le monde notamment par le biais de son enseignement;
- Regrouper, hors Québec, les Québécois et les amis du Québec et de la francophonie afin de maintenir chez les uns, de développer chez les autres, la connaissance et le goût de la langue française ainsi que des cultures québécoise et francophones;
- Faire connaître les réalisations du Québec et de la francophonie mondiale.

Le conseil d'administration provisoire était composé de personnalités connues pour leur attachement à la cause du français :

- Irène Belleau, présidente de l'Association québécoise des professeurs de français,
- Gaston Bernier, directeur adjoint de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale,
- Jacques Boulay, membre du conseil d'administration de l'Office de la langue française,
- Guy Bouthillier, universitaire spécialisé dans les questions linguistiques au Québec,
- Jean-Denis Gendron, ancien président de la Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec, et premier président du Conseil de la langue française,
- Jean-Marcel Paquette, membre du Conseil de la langue française,
- Michel Tétu, président du Comité international des départements d'études françaises,
- Denis Turcotte, initiateur du projet et auteur du document *Proposition de création d'un organisme privé québécois de diffusion linguistique...*,
- Marie-Claire Vogt, présidente de l'Association québécoise des enseignants de français langue seconde.

Le projet fut lancé avec une bonne dose d'optimisme et d'illusions. Mais il y avait loin de la coupe aux lèvres. Nous avons rapidement réalisé que nous n'avions ni les ressources humaines et financières ni le savoir-faire pour jeter les bases d'une école internationale de langue française, pivot de cette nouvelle organisation. Qu'à cela ne tienne, nous nous percevions comme la bougie d'allumage d'un

projet mobilisateur destiné à devenir, tout compte fait, le prolongement à l'international de la Charte de la langue française. Nous étions sûrs que la nature du projet rallierait rapidement les Québécois en grand nombre et obtiendrait le soutien du gouvernement du Québec. Malgré des appuis certes nombreux et appréciés, les promoteurs du projet ont réalisé très vite qu'ils ne devaient compter que sur eux-mêmes pour réaliser ce projet.

L'encre des lettres patentes n'était pas encore sèche que déjà le projet soulevait des réserves, voire une franche opposition, dans certains milieux. Par la voix du quotidien *Le Soleil*, la présidente de la Fédération des Alliances Françaises du Canada, Geneviève de la Tour Fondue-Smith, nous accusa de vouloir nuire à son organisation et de créer de la confusion en employant le terme générique « Alliance »; cela était loin de notre intention puisque le secrétaire général du réseau mondial de l'Alliance Française, Philippe Greffet, avait été l'un des premiers à être informés de ce projet lors d'une rencontre à Montréal, en octobre 1982.

D'autre part, l'Association québécoise des écoles de français (AQEF), un regroupement d'une dizaine d'universités et de cégeps, a réagi elle aussi assez mal à notre projet d'école. Nous avons eu vent de pressions exercées sur les pouvoirs publics québécois et canadiens à l'encontre de ce projet. Nous avons également subi le courroux du président d'une Société nationale des Québécois qui estimait que notre initiative diluerait les efforts en vue de réaliser la souveraineté du Québec. Quant au gouvernement du Québec, il réserva au projet un accueil plutôt glacial. D'aucuns nous reprochaient de ne pas donner suffisamment de place à la promotion du Québec dans nos objectifs et d'utiliser un nom peu évocateur de notre mission. Nous avons rapidement réalisé que le nom ALLIANCE CHAMPLAIN posait problème.

Alors même que toutes les énergies étaient sollicitées pour le démarrage de l'organisation, il fallait adopter une position défensive et se justifier. La dure réalité rattrapa très vite un projet lancé dans l'enthousiasme. Les premières années furent difficiles et angoissantes. Bref, le projet semblait mal engagé. Dans son discours de bienvenue à l'assemblée générale annuelle du 16 novembre 1985, le président Henri Bergeron faisait allusion aux difficultés rencontrées : « Nous avons [...] aujourd'hui à mettre en route, d'une façon définitive, cette association québécoise de diffusion internationale du français, qui jusqu'à maintenant a dépensé beaucoup de ses énergies à se structurer, à se trouver des orientations qui pourraient lui assurer sa survie, à se définir par rapport à

d'autres organismes s'y apparentant. Si nous avons pu parfois paraître un peu hésitants, quant à la raison d'être de notre association, quant à ses buts précis, quant à ses chances de succès, je crois qu'aujourd'hui nous aurons à nous prononcer sur des mesures qui lui permettront de prendre son véritable essor. C'est peut-être une très bonne chose que nous ayons eue à subir [...] des moments difficiles, des rebuffades de certains organismes sur lesquels nous comptions, des périodes de véritable découragement ». Tout cela a eu pour effet d'affecter la nature de notre mission. Progressivement, le Québec supplanta la langue française comme objet premier de notre action internationale.

Pendant les années 1983 à 1987, nous avons poursuivi de façon concomitante les objectifs suivants : jeter les bases structurelles d'une nouvelle organisation, confectionner les documents promotionnels, faire connaître l'organisation, obtenir des appuis et du financement, recruter des membres, lancer des activités conformes à notre mission, organiser les réunions du conseil d'administration et les assemblées annuelles.

La bonne volonté y était, mais elle ne pouvait compenser le manque d'expérience. À preuve, la première conférence de presse organisée à Montréal à l'automne 1983 afin d'annoncer le lancement de la campagne de recrutement sous la présidence de Henri Bergeron, animateur bien connu de Radio-Canada. Assistés de quatre relationnistes bénévoles (des étudiants), nous avons lancé, selon les règles de l'art, une invitation à tous les médias importants de Montréal à venir rencontrer notre président d'honneur : communiqués, rappels téléphoniques, buffet, etc. Aucun journaliste ne daigna se présenter. Quand on pense à tout ce que cela avait coûté! Ce fut une déception pour nous et une humiliation pour Henri Bergeron qui n'avait pas réussi à attirer ses anciens collègues journalistes.

À cette époque, le fonctionnement du secrétariat, encore à l'état embryonnaire, reposait sur les épaules de Denis Turcotte, qui s'y consacrait à plein temps. C'était du pur bénévolat, pour ne pas dire du « missionnariat ».

Repositionnement, effervescence et progrès (1988-2010)

En 1988, nous avons changé le nom d'ALLIANCE CHAMPLAIN pour celui d'« ASSOCIATION QUÉBEC DANS LE MONDE ». Nous avons aussi revu nos objectifs afin de les rendre plus conformes à la réalité. Les lettres patentes supplémentaires émises le 25 octobre 1988 les énoncent ainsi :

- Faire connaître le Québec, ses réalisations et sa spécificité culturelle française dans le monde;
- Sensibiliser et informer l'opinion publique québécoise, canadienne et étrangère de la présence du Québec dans le monde;
- Multiplier les liens et favoriser les échanges entre le Québec et ses amis de l'extérieur;
- Participer à la diffusion du français dans le monde;
- Établir des liaisons avec les Québécois vivant à l'extérieur du Québec et avec les amis du Québec dans le monde afin de maintenir chez les uns, de développer chez les autres, la connaissance et le goût du Québec et de sa spécificité culturelle française;
- Réaliser, éditer et diffuser des instruments d'information (livres, répertoires, calendriers, affiches, etc.) axés sur le Québec et ses ressources variées.

Le rayonnement international du Québec devenait notre préoccupation première tandis que la diffusion internationale du français passait au second plan. Le projet d'école internationale de français était mis sous le boisseau, à notre corps défendant, mais sans l'abonner pour autant.

Notre repositionnement devait finalement porter ses fruits. Un an plus tôt, en 1987, nous avons bénéficié d'un programme de création d'emplois pour réaliser un répertoire sur les ressources culturelles et éducatives du Québec, le premier d'une longue série.

Le secteur d'édition – que nous développons plus loin – était lancé. Il a connu un essor remarquable au cours des 25 années suivantes. Ses revenus importants et réguliers ont permis de doter l'ASSOCIATION d'un secrétariat permanent, d'accroître sa visibilité, de réaliser divers projets à caractère international et de dégager d'importants bénéfices qui furent transférés à la FONDATION.

Déficit et mise en veilleuse (à partir de 2012)

Rien n'est définitivement acquis. Nous l'avions vu venir, mais aucune parade ne pouvait se dresser devant l'émergence d'Internet et de ses moteurs de recherche. Le secteur d'édition devint déficitaire à partir de 2010. En conséquence, l'ASSOCIATION dut solliciter le soutien financier de la FONDATION pour équilibrer son budget. Toute tentative de redressement s'avéra vaine. Finalement, le conseil d'administration prit la décision de suspendre le secteur d'édition en juin 2012. Tout le personnel fut remercié, les locaux évacués, les équipements et les meubles vendus. L'ASSOCIATION, qui se confondait avec le

secteur d'édition, fut mise en veilleuse. Tout n'était heureusement pas perdu puisqu'il restait la FONDATION et, surtout, l'ÉCOLE QUÉBEC MONDE, notre nouveau fleuron porteur d'avenir.

FONDATION QUÉBEC DANS LE MONDE

Cette fondation publique a obtenu ses lettres patentes le 3 janvier 1992. Quelques mois plus tard, elle était agréée comme organisme de bienfaisance.

Les objets de la FONDATION QUÉBEC DANS LE MONDE sont formulés comme suit :

« À des fins purement culturelles, et sans intention pécuniaire pour ses membres, amasser des fonds dans le but d'appuyer financièrement toute initiative ou activité visant à faire connaître le Québec, ses ressources, ses réalisations et sa spécificité culturelle dans le monde;

Recevoir des dons, legs et autres contributions de même nature en argent, en valeurs mobilières ou immobilières, administrer de tels dons, legs et contributions; organiser des campagnes de souscription dans le but de recueillir des fonds pour des fins charitables ».

La FONDATION est une entité juridique distincte de l'ASSOCIATION. Toutefois, seules les personnes siégeant au conseil d'administration de l'ASSOCIATION sont éligibles au conseil d'administration de la FONDATION.

Dès le début des activités en 1983, le manque de ressources financières a fait cruellement défaut de sorte que nous avons acquis le réflexe d'économiser et de thésauriser. Si bien, qu'au moment de mettre la FONDATION sur pied, l'ASSOCIATION disposait déjà d'un fonds propre d'environ 50 000 \$ qui fut transféré en totalité à la FONDATION. Avec les années, nous avons pu constituer un fonds substantiel, dont l'essentiel provenait des surplus d'exercice du secteur d'édition de l'Association.

Conformément à ses objets, la FONDATION a financé divers projets à caractère international : confection et expédition de trousseaux d'information sur le Québec à un réseau de partenaires internationaux; distribution de centaines d'exemplaires du périodique *Québec Info* à des publics cibles à travers le monde; organisation de colloques annuels sur la présence du Québec dans le monde, etc. Ces activités – que nous développons plus loin – étaient exécutées par l'ASSOCIATION.

À partir de l'exercice 2009-2010, non seulement les transferts de fonds à la FONDATION se sont taris, mais il a fallu que cette dernière finance le secteur d'édition, devenu déficitaire, ainsi que le démarrage de l'ÉCOLE QUÉBEC MONDE. Et ce, au moment où la crise économique mondiale avait fait baisser la valeur comptable des fonds.

L'accumulation de fonds à la FONDATION nous a donné une autonomie financière et une liberté d'action que nous n'avions pas à l'origine. Sans cela, l'ÉCOLE n'aurait pu voir le jour. Nous avons tout intérêt à reconstituer ce fonds dès que les conditions s'y prêteront.

ÉCOLE QUÉBEC MONDE

Les lettres patentes de cette école d'immersion française ont été émises le 18 janvier 2010. Les objets pour lesquels elle est constituée sont rédigés comme suit :

- Offrir des cours de français et des enseignements connexes à des clientèles québécoises, canadiennes et étrangères;
- Promouvoir la langue française dans le monde;
- Faire connaître le Québec, sa culture et ses réalisations;
- Recueillir des fonds ou tout autre bien par voie de souscription publique ou autrement.

L'ÉCOLE est une entité juridique distincte de l'ASSOCIATION. Elle jouit du statut d'organisme de bienfaisance. Les membres de l'ÉCOLE sont les dix personnes qui composent le conseil d'administration de l'ASSOCIATION.

Ce n'était pas notre première tentative en vue de se doter d'une école d'immersion française. En 2000, il fut porté à notre attention qu'une école de langues de Québec était à vendre. Nous avons pris contact avec le propriétaire et les négociations durèrent plus d'un an. Après avoir procédé à une vérification diligente assistée d'un consultant, nous avons constaté que cette école éprouvait des difficultés, et nous avons donc interrompu les négociations. Le montant réclamé par le propriétaire ne se justifiait pas à nos yeux.

Cette longue négociation nous a toutefois permis d'acquérir de l'expérience sur le fonctionnement d'une école de langues. De sorte qu'à la réunion de novembre

2002, le conseil d'administration adoptait un Plan d'affaires prévoyant le lancement d'une nouvelle école d'immersion française. Malheureusement, après des mois de démarches et de consultations, nous n'avons pu trouver la perle rare pour réaliser ce projet. Un an plus tard, le projet était abandonné.

La perle rare, Viviane Brassard, s'est fait connaître fin 2009. Bénéficiant de 16 ans d'expérience à la direction d'une école de langues, elle nous proposa son aide pour mettre sur pied ce projet d'école d'immersion française. La tâche n'était pas mince, mais avec l'assistance de sa collaboratrice, Nathalie Tremblay, cumulant autant d'années d'expérience en enseignement du français langue seconde et en direction pédagogique, elles relevèrent le défi : planifier et organiser la mise en place de l'école, trouver un local et l'aménager, acheter les équipements requis, développer un site Internet, concevoir et diffuser les documents promotionnels, élaborer les programmes de cours offerts, rédiger le guide à l'intention des professeurs, s'inscrire auprès des divers organismes gouvernementaux concernés, constituer une banque de professeurs de français, établir des relations avec des agences linguistiques, etc. Cela a été fait de main de maître.

Fin 2015, l'ÉCOLE était bien rodée et atteignait son équilibre budgétaire. Il aura donc fallu 27 ans avant qu'elle prenne forme et un autre cinq ans avant qu'elle fasse ses frais. Sa bonne réputation et son référencement sur Internet lui assurent un avenir prometteur. L'évolution des inscriptions augure bien.

SECTEUR D'ÉDITION

Le secteur d'édition a été en activité de 1987 à 2012. Pendant ces « 25 glorieuses », un grand nombre de produits culturels et informatifs sur le Québec ont été réalisés. L'édition a été une source inespérée de revenus importants et réguliers : vente de répertoires et de listes informatisées, abonnements aux périodiques, inscriptions dans les répertoires, placement publicitaire, etc. Bref, la greffe a bien pris entre l'ASSOCIATION et l'édition au point de les confondre. L'ASSOCIATION avait enfin les moyens de ses ambitions.

Les livres et affiches

Nous sommes devenus une maison d'édition un peu par hasard. L'un de nos projets consistait à réaliser un « Répertoire des ressources culturelles et pédagogiques québécoises » à l'intention des étrangers. En 1987, nous avons obtenu une subvention dans le cadre d'un programme de création d'emplois. Ce

programme finançait l'engagement de deux personnes pour une durée d'un an ainsi que l'achat d'équipements informatiques.

Le titre de ce premier répertoire, ***Le Québec à votre portée***, choisi au moment de rédiger l'avant-propos, nous apparut pertinent et accrocheur. La vente de ce répertoire, offert au prix unitaire de 12 \$, fut un franc succès si bien que nous avons conçu le projet d'en réaliser d'autres sur les grands secteurs d'activité. La collection était lancée; elle a compté une vingtaine de titres (voir la liste en annexe).

Quelques répertoires ont bénéficié d'une contribution gouvernementale pour leur lancement. Généralement, c'est la vente des répertoires qui finançait leur mise à jour. La croissance des revenus est allée de pair avec la multiplication des titres. Toutefois, si l'avènement d'Internet s'avéra avantageux comme outil promotionnel, ce fut, dans la durée, au détriment des ventes. Comme nous le soulignait un ancien client, pourquoi s'encombrerait-on d'acheter des répertoires imprimés lorsqu'on peut obtenir les mêmes renseignements en naviguant sur la toile? Malgré leur faible tirage, la plupart des répertoires restaient rentables. Avec l'expertise acquise et les outils à notre disposition, les coûts de réédition étaient très faibles. Chaque répertoire dressait l'inventaire des entreprises et organismes publics ou privés parmi les plus importants du Québec dans le domaine concerné.

En 1989, nous avons entrepris de réaliser une série de calendriers universels sur l'histoire, la culture, le sport, la littérature et les femmes. Il s'agissait d'éphémérides présentées sous forme d'affiches couleur accompagnées de cahiers textuels. Chaque calendrier recensait des dates importantes et des anniversaires de personnalités québécoises ayant excellé dans leur domaine respectif. Nous en avons réalisé deux à grands frais, ***Aperçu historique du Québec*** et ***Reflets du Québec***, qui n'obtinrent pas le succès escompté. Finalement, afin de conserver le fruit de nos travaux, nous avons réuni toutes les éphémérides recensées dans la publication ***Anniversaires et fêtes au Québec***, éditée en 1993.

Quelques années plus tard, nous avons publié ***Le Québec dans le monde, Textes et documents I***, un ouvrage collectif des conférences données dans le cadre de colloques annuels sur la présence du Québec dans le monde. Comme l'évoque le titre, nous envisagions de publier d'autres ouvrages collectifs, mais l'abandon des colloques mit un terme à ce projet.

À compter de 1994, nous avons lancé une nouvelle collection de publications intitulées bottins : ***Bottin international, Bottin touristique, Bottin culturel, Bottin des communications, Bottin des services***. À la différence des répertoires, les bottins recensaient des particuliers et exigeaient des frais d'inscription. Cette collection connut du succès, mais on nous reprocha d'accorder trop d'importance aux personnes inscrites au détriment de leur entreprise. On abandonna finalement la collection des bottins au profit des répertoires, mais en maintenant la politique des inscriptions payantes. Ceux qui choisissaient l'inscription bénéficiaient d'une présentation plus détaillée, recevaient un exemplaire gratuit du répertoire au moment de sa parution et étaient installés sur Internet avec des liens hypertextes. À peine deux ans après le lancement, les inscriptions supplantèrent les ventes comme principale source de revenus.

À ces divers produits d'édition se sont ajoutés des sous-produits. Les données des répertoires étant informatisées, nous disposions d'une trentaine de listes informatisées totalisant 40 000 entreprises et organismes parmi les plus importants du Québec. Comme on se plaisait à le répéter à nos clients potentiels « nommez-le, nous l'avons ». À partir de 1992, nous avons accepté de mettre ces listes en location et de fournir des étiquettes autocollantes sur demande. Cela représentait une autre bonne source de revenus qui se comparait avantageusement aux ventes des répertoires. Quant au placement publicitaire, il n'a jamais été une source importante de revenus en raison des faibles tirages.

Il ne suffit pas de réaliser des publications, encore faut-il les rendre accessibles. Là aussi, nous avons déployé beaucoup d'efforts, notamment en signant des ententes avec divers distributeurs au Québec (Diffusion Prologue et Les Publications du Québec), en France (Livres canadiens express et Librairie du Québec à Paris) et aux États-Unis (avec Schoenof's Foreign Books). Notre entente avec Les Publications du Québec fut la plus longue et la plus profitable. Elle prit fin au moment où cette agence gouvernementale ferma ses succursales.

Nous disposions par ailleurs de moyens promotionnels exceptionnels grâce à nos propres listes informatisées et à notre site Internet. Chaque année, nous effectuions des dizaines de milliers d'envois par télécopie et par courriels pour un coût dérisoire.

Nous réalisions nous-mêmes toutes les étapes du travail d'édition, à l'exception de l'impression : confection des bases de données, vérification des coordonnées postales et téléphoniques, mise en page, promotion, facturation, expédition. Avec les années, nous avons acquis un savoir-faire qui nous a rendus très

efficaces. Nous avons tenté d'offrir cette expertise à d'autres organisations privées ou publiques sous la forme de contrats de service, mais sans succès.

En 2010-2011, dans une tentative pour redresser le secteur d'édition, nous avons réalisé et installé sur notre site Internet le **Répertoire des entreprises et organismes du Québec**, communément appelé le REOQ. Ce répertoire numérique et interactif était constitué de 22 000 fiches détaillées d'organismes et d'entreprises recensés dans l'ensemble de nos répertoires et listes informatisées. On pouvait effectuer les recherches selon trois critères : mots-clés, secteurs d'activité et régions administratives du Québec. Il était offert sous forme d'abonnements annuels. Un effort considérable a été déployé auprès des bibliothèques, des centres de recherche d'emploi et des entreprises du Québec pour leur proposer ce produit exceptionnel. On fit appel à une firme spécialisée en marketing. La concurrence des moteurs de recherche Internet s'avérant trop grande, les abonnements ne furent pas à la hauteur des attentes. Le secteur d'édition était condamné.

Les périodiques

Au cours de ce quart de siècle, nous avons lancé plusieurs périodiques.

Convergences (été 1984 – hiver 1990)

Ce feuillet d'information avait pour but d'entretenir l'intérêt de nos membres en les informant régulièrement des progrès, des développements et des réalisations de notre organisation. Il était aussi distribué à des sympathisants québécois et étrangers. Conçu initialement comme une publication trimestrielle, ce feuillet a paru ensuite sur une base annuelle. Chaque numéro faisait le rapport de la dernière Assemblée générale : composition du nouveau conseil d'administration, états financiers et rapport d'activité du directeur général.

Échos du Québec (été 1989 – été 1990)

Cette publication était constituée de coupures de presse. À raison de deux numéros par année, elle était envoyée à nos partenaires internationaux avec les trousseaux d'information (nous présentons ce point plus loin). Nous tenions à les informer régulièrement de l'actualité politique, économique, culturelle et sociale au Québec.

Québec-Monde (printemps 1992 – hiver 1995)

Le Québec est un haut lieu de conférences, de sommets et de congrès internationaux, et Montréal fait de plus en plus figure de grande métropole internationale. Par ailleurs, des milliers d'entreprises et de particuliers québécois sont à l'œuvre à l'étranger. Bref, le Québec est ouvert sur le monde et la dimension internationale occupe une place déterminante dans notre collectivité. Conçu sur le modèle d'un *bulletin*, ce périodique a été lancé au printemps 1992 dans le but de faire mieux connaître le rôle joué et les activités menées par les entreprises et organisations internationales québécoises. Publié sur une base trimestrielle, **Québec-Monde** était constitué de diverses chroniques : textes de fond rédigés par des collaborateurs, profils d'organisations internationales québécoises, calendriers et comptes rendus d'événements à caractère international, nominations, avis, etc. Il était jumelé au **Bottin international** et son tirage tournait autour de 1500 exemplaires. Nous entretenions l'espoir de le convertir éventuellement en magazine couleur, mais les abonnements et les placements publicitaires ne furent pas à la hauteur des attentes. Finalement, nous avons décidé d'interrompre sa publication et de lancer un nouveau périodique.

Québec Info (périodique papier : hiver 1995 – automne 2004)

Ce périodique visait à présenter de façon succincte les faits saillants de l'actualité politique, économique, sociale et culturelle du Québec. Il présentait des nouvelles en une synthèse brève et globale permettant ainsi de suivre l'évolution de la société québécoise. La clientèle ciblée était constituée de Québécois résidant à l'étranger, d'anciens stagiaires ou boursiers étrangers du Québec, de spécialistes des études québécoises, de québécoisophiles et francophiles ainsi que de résidents du Québec désireux de faire le point périodiquement sur le cheminement de la société québécoise.

Ce périodique, qui paraissait trois fois l'an, a été lancé et dirigé bénévolement par Léo Paré qui s'était entouré d'une équipe de collaborateurs. Il a reçu l'appui de nombreux commanditaires. Certains commandaient des exemplaires, parfois en grande quantité, qu'ils se chargeaient de faire parvenir à l'étranger : direction de la Coopération du MEQ, ÉNAP et Développement international Desjardins. D'autres payaient des abonnements et nous nous chargions de l'expédition : ministère des Relations internationales, Hydro-Québec International, Fondation Langelier. Notre propre fondation était mise à contribution et finançait l'envoi de centaines d'exemplaires à travers le monde : centres et instituts culturels français, Alliances françaises, diverses institutions de la francophonie canadienne

ou internationale. Tout en diffusant des nouvelles du Québec à l'international, ce périodique était rentable. À compter de l'automne 1997, il fut aussi installé sur notre nouveau site Internet. C'est à partir de ce moment que les abonnements et les commandites se sont mis à baisser, mais sans remettre en question la pertinence du périodique. Après 10 ans de dévouement remarquable, Léo Paré a décidé de passer la main. Nous avons dû interrompre la publication faute de lui trouver un remplaçant.

Québec Info (bulletin électronique : été 2008 – printemps 2010)

Contrairement au périodique du même nom, ce bulletin électronique traitait des faits saillants de l'actualité québécoise sous forme de brèves. Réalisé en solo par Denis Turcotte, il a été publié pendant deux ans à raison de six numéros par année. Au moment de sa suspension, il comptait environ 1300 abonnés disséminés à travers le monde, sans compter tous ceux qui le consultaient sur le site Internet. Ce média s'est avéré un véhicule très efficace et peu coûteux pour promouvoir le Québec à l'étranger. Le conseil d'administration a exprimé à maintes reprises son désir de le relancer.

InfoCongrès / Agenda (printemps 1994 – hiver 2012)

La mise à jour annuelle des listes informatisées nous permettait de glaner de l'information sur les congrès, les foires, les salons, les festivals, les colloques et les journées thématiques à venir au Québec. Nous avons donc décidé de diffuser cette information en publiant **InfoCongrès**. Or, pour bien faire, au moment de lancer ce périodique, Communications-Québec (aujourd'hui Services Québec) nous a proposé de les relayer dans la publication du *Répertoire des journées, semaines et mois thématiques* qu'ils devaient abandonner en raison de compressions budgétaires. Nous avons intégré ces données à notre nouveau périodique. Publié trois fois l'an, **InfoCongrès** annonçait les principaux événements prévus au Québec au cours des prochains mois. À la demande de certains établissements d'enseignement, qui souhaitaient être avisés plus tôt des journées thématiques, nous avons réalisé la version améliorée **Agenda** qui reproduisait la totalité de la base de données informatisée.

InfoCongrès a bénéficié d'une bonne diffusion. En plus des abonnements payants, il était distribué gracieusement à nos membres ainsi qu'à tous ceux qui s'inscrivaient dans l'un ou l'autre de nos répertoires. Le tirage tournait autour de 1500 à 2000 exemplaires tandis qu'**Agenda** était reproduit à quelques dizaines d'exemplaires seulement. Soumis à une forte concurrence, les abonnements à

InfoCongrès ont connu une lente érosion, si bien qu'en 2003 nous avons fusionné ces deux calendriers d'événements en conservant le titre d'**Agenda** et la présentation d'**InfoCongrès**. Cela a permis de réduire les coûts d'impression et de distribution, mais la nouvelle mouture eut une diffusion plus restreinte que la précédente.

LE VOLET INTERNATIONAL

QUÉBEC MONDE, comme son nom l'évoque, est une organisation à vocation internationale. Cela est très clairement exprimé aussi bien dans les lettres patentes que dans les objectifs formulés régulièrement. Depuis son lancement, plusieurs initiatives à caractère international ont été prises. Elles peuvent être classées en deux catégories selon qu'elles ciblent les étrangers ou les Québécois.

Vers l'étranger

À l'été de 1984, en marge du congrès mondial de la Fédération internationale des professeurs de français, nous avons profité de la présence de nombreux professeurs américains et latino-américains de français en stage à l'Université Laval pour organiser une table ronde (rencontre internationale) portant sur leurs attentes à l'égard du Québec, des Québécois et de QUÉBEC MONDE.

La mise sur pied d'un réseau de partenaires internationaux prit forme avec le recrutement d'établissements d'enseignement, de départements universitaires de français, d'alliances françaises et d'associations de professeurs de français situés dans les Amériques (nous publions en annexe divers témoignages qui montrent l'intérêt que soulevait notre initiative à l'étranger). Une cotisation était exigée des partenaires étrangers, mais en retour on s'engageait à leur fournir un soutien technique. Ce soutien prenait notamment la forme d'envois réguliers de trousseaux d'information sur le Québec. À raison de quatre envois d'un kilo par année, ces trousseaux étaient constitués de périodiques, de livres, d'affiches, de cartes, de catalogues d'éditeurs et de divers imprimés sur le Québec. Nous leur faisons parvenir la revue de presse **Échos du Québec** conçue à leur intention ainsi que **Québec-Monde**. Nous avons aussi pris des dispositions pour les faire inscrire sur la liste d'envoi de plusieurs périodiques québécois : *Vie pédagogique*, *Chiffres à l'appui*, *Fine Pointe*, *Bulletin du Conseil de la langue française*, etc. La gestion de ce réseau requérait beaucoup de temps et de ressources, mais nous estimions que cela en valait la peine. Malgré des efforts soutenus, le réseau ne

compta jamais plus de quelques dizaines de partenaires internationaux. La cotisation exigée était trop élevée et donc dissuasive. En outre, elle excluait d'emblée tous les pays, du reste fort nombreux, où s'exerce un strict contrôle des devises étrangères. Devant ce résultat mitigé, nous avons mis fin à ce volet d'activités en 1994.

Le répertoire ***Le Québec à votre portée***, que nous avons évoqué plus tôt, a fait l'objet d'une bonne distribution à l'étranger, du moins pendant les premières années. Le Secrétariat aux affaires intergouvernementales et le ministère des Relations internationales en commandèrent quelques centaines d'exemplaires pour diffusion auprès de la francophonie canadienne ou des délégations du Québec. Ce répertoire a été réédité à plusieurs reprises depuis et il a même fait l'objet d'une installation sur le site Internet afin de le rendre plus accessible.

Parmi l'ensemble de nos activités internationales, c'est sans conteste la publication du périodique ***Québec Info*** qui s'est avérée la plus efficace. Pendant dix ans, des milliers d'étrangers ont été exposés aux faits saillants de l'actualité québécoise et sensibilisés au Québec. Quelques numéros ont même été traduits en arabe et en chinois pour diffusion respectivement au Maroc et en Chine. Le bulletin électronique ***Québec Info***, qui prit le relais quelques années plus tard, comptait 1300 abonnés inscrits, sans compter tous ceux qui préféraient le consulter directement sur le site Internet.

Vers le Québec

L'un de nos objectifs consistait à « sensibiliser et informer l'opinion publique québécoise, canadienne et étrangère de la présence du Québec dans le monde ». Cela donna lieu à plusieurs activités.

En 1988, nous avons entrepris d'organiser des colloques annuels axés sur la présence du Québec dans le monde. Le président Yves Martin, qui en avait pris l'initiative, se chargeait de choisir le thème et de recruter les conférenciers. Quelques noms suffirent à démontrer le niveau élevé des discussions : Bernard Landry, Daniel Latouche, Rolland Arpin, Nicole Riberdy, Jean-Marc Léger, Rita Marsolais, Georges Cartier, Claude Morin, Daniel Turp et Jean Tardif. Bon an mal an, ces colloques attiraient plusieurs dizaines de participants. Toutefois, si les colloques nous permettaient de gagner en visibilité, les frais d'organisation étaient à peine comblés par les revenus d'inscription.

En 1990, nous avons publié la première édition du répertoire intitulé ***Le Québec international***, qui recense plusieurs centaines d'intervenants internationaux québécois et de partenaires étrangers du Québec. Quelques années plus tard, nous avons lancé le ***Bottin international***, une publication apparentée qui fut finalement abandonnée, car elle faisait double emploi avec la première.

Toujours à la recherche d'un positionnement au Québec, nous avons réalisé en 1992 le bulletin d'information ***Québec-Monde***. Ce périodique trimestriel s'adressait principalement aux Québécois; il visait à les renseigner sur la présence du Québec et des Québécois dans le monde. Il fut suspendu après trois ans faute d'un nombre satisfaisant d'abonnés et de commanditaires.

Avec le recul, on peut penser que certaines initiatives auraient pu prendre de l'essor et contribuer à l'autofinancement de notre organisation. C'est notamment le cas du périodique ***Québec-Monde*** et des colloques annuels. Pour cela, il aurait fallu injecter plus de ressources et surtout tenter de mieux adapter l'offre à la demande. Les intervenants internationaux québécois forment une communauté importante et diversifiée dont les membres gagneraient à mieux se connaître et à se réunir pour échanger, fraterniser et s'enrichir mutuellement de leurs expériences respectives. C'était le but recherché par ces deux initiatives.

Alliance Champlain – Nouvelle-Calédonie

Bien que notre organisation ait abandonné son nom d'origine dès 1988, il reste encore aujourd'hui des traces de cette appellation. En mars 1985 était créée en Océanie une Alliance Champlain – Nouvelle-Calédonie à l'initiative de Daniel Miroux, un grand ami du Québec. Dans une lettre qu'il nous faisait parvenir en mai 1984, il écrivait : « Nous sommes d'autant plus intéressés par l'essor de [votre organisation] que nous habitons un territoire francophone entouré de pays anglo-saxons et que nous sommes tout à fait convaincus que la diffusion internationale du français "c'est aussi l'affaire des Québécois" qui ont l'avantage d'être moins dépendants des contingences politiques mondiales. Pour parler d'un exemple précis, dans l'ancien condominium franco-anglais des Nouvelles-Hébrides, qui est aujourd'hui le Vanuatu, l'avenir de la langue française est assez incertain parce que trop lié aux aléas des relations entre ce pays et la France. Ce qui nous paraît également important c'est que le Québec, par l'intermédiaire de votre association, puisse devenir un des principaux pôles d'attraction pour les francophones du monde entier non seulement sur le plan culturel, mais aussi sur

ceux de l'économie et de la science. Il nous apparaît que le rôle du Québec à ces différents niveaux pourra être dans l'avenir "majeur" et sans aucune mesure avec son importance numérique ».

L'Alliance Champlain – Nouvelle-Calédonie, qui compte une cinquantaine de membres, a accompli jusqu'à présent un travail admirable pour faire connaître le Québec et pour promouvoir la langue française en Nouvelle-Calédonie et dans le Pacifique-Sud.

Pendant une trentaine d'années, elle a organisé une manifestation culturelle de remise d'ouvrages québécois à la Bibliothèque Bernheim, la principale bibliothèque calédonienne. En 2015, la collection comptait un millier de titres québécois.

Alliance Champlain – Nouvelle-Calédonie a été la première à souligner la semaine internationale de la langue française dans ce territoire océanien. Depuis, plusieurs autres organisations se sont jointes à elle pour organiser diverses activités : conférences, émissions radio et télédiffusées, articles de presse, concours, etc. Elle mène aussi un combat soutenu pour que le français soit la langue d'étiquetage et de mode d'emploi des produits importés. Elle encourage les décideurs économiques calédoniens à utiliser des dénominations en français ou en langues locales plutôt qu'en anglais afin de se démarquer de la *Gold Coast* australienne et d'attirer les touristes. Elle est à l'origine de la promulgation, au début 2005, d'une loi locale imposant le français en matière de réglementation économique afin de protéger les consommateurs.

Son action déborde les frontières de la Nouvelle-Calédonie puisqu'elle organise annuellement des collectes de livres en français pour le Vanuatu. Si la Nouvelle-Calédonie fait figure d'un porte-avions français croisant au large des côtes australiennes, l'Alliance Champlain est incontestablement l'un des plus importants dispositifs de promotion de la langue française et de rayonnement du Québec dans cette partie du monde. Nous ne pouvons qu'exprimer notre admiration au président fondateur Daniel Miroux et à son équipe de bénévoles. On peut obtenir de plus amples renseignements sur cette association en consultant le site : www.alliance-champlain.asso.nc/.

LES PRÉSIDENTS

Depuis son lancement, QUÉBEC MONDE a eu la chance de s'entourer de personnalités connues qui ont contribué à lui donner crédibilité et respectabilité.

Jean-Denis Gendron (mai 1983 – septembre 1983)

Président de la Commission d'enquête sur l'avenir de la langue française au Québec, président du Conseil de la langue française, directeur du Centre international de recherche sur le bilinguisme de l'Université Laval (maintenant le CIRAL). Par sa présence, on établissait un lien entre le renforcement du français au Québec et son rayonnement sur la scène internationale. Il a quitté ses fonctions en septembre 1983 pour des raisons de santé et la présidence resta vacante jusqu'en mars 1984.

Henri Bergeron (mars 1984 – novembre 1986)

Animateur bien connu à Radio-Canada et membre de son comité linguistique. Avant de présider, il a d'abord apporté sa collaboration comme président d'honneur de la première campagne de recrutement. Grâce à sa notoriété, nous avons fait parler de nous dans le cadre d'émissions radiophoniques et télévisées.

Jacques Boulay (novembre 1986 – octobre 1988)

Médecin et chef du service d'hématologie de l'hôpital Saint-François-d'Assise de Québec, membre de l'Office de la langue française, mélomane reconnu, militant de la première heure de la langue française, lettré et l'un des membres fondateurs de l'organisation. Il s'est beaucoup investi personnellement. Il a mis gracieusement son système de traitement de textes à notre disposition pour les campagnes de sollicitation de fonds. Ses contacts ont aussi été très précieux auprès des autorités gouvernementales. Malgré un emploi du temps très chargé, il a accepté de réviser toutes les éphémérides colligées dans ***Anniversaires et fêtes au Québec***.

Yves Martin (octobre 1988 – novembre 1991)

Recteur de l'Université de Sherbrooke, sous-ministre au ministère des Relations internationales et à celui de l'Éducation. On lui doit la tenue des colloques annuels sur la présence du Québec dans le monde. Il se chargeait de choisir le thème et de trouver les conférenciers. Sous sa direction, nous avons aussi publié l'ouvrage collectif ***Le Québec dans le monde, Textes et documents I***.

Henri-F. Gautrin (novembre 1991 – novembre 1993)

Président du Groupe Janin, administrateur de nombreuses compagnies. Recruté lors de la première campagne de financement en 1984, il a accepté d'entreprendre des démarches en vue de mettre sur pied un Conseil des gouverneurs chargé de recueillir des fonds auprès des compagnies. Il a présidé quelques campagnes de financement.

Léo Paré (novembre 1993 – octobre 1999)

Délégué général du Québec à New York, sous-ministre au ministère des Relations internationales. Il s'est énormément impliqué dans le fonctionnement et le développement de notre organisation notamment en assumant pendant 10 ans la publication du périodique **Québec Info** à titre de rédacteur en chef. Il a participé et continue de participer à divers comités chargés de conseiller le conseil d'administration. Il est le doyen et la mémoire de notre organisation. Sa présence régulière à nos délibérations constitue un réel réconfort et une assurance, et ses avis sont toujours très appréciés. Il a su se faire apprécier du personnel du secrétariat par sa chaleur et ses marques d'attention.

Jean-Paul Broudehoux (octobre 1999 – novembre 2003)

Haut fonctionnaire au ministère de l'Éducation. Ce qui s'annonçait comme une présidence plutôt tranquille fut surtout marquée par les négociations ardues en vue d'acquiescer une école de langues de Québec.

Roger Langlois (novembre 2003 – octobre 2005)

Haut fonctionnaire au ministère des Relations internationales, membre de la délégation du Québec à Londres.

Fernand Gauthier (octobre 2005 – octobre 2010)

Économiste, haut fonctionnaire au ministère du Développement économique. C'est sous sa présidence que l'ÉCOLE QUÉBEC MONDE a été lancée.

Alain Prujiner (octobre 2010 – octobre 2012)

Professeur de droit à l'Université Laval. Il a dû mener de front le démantèlement du secteur d'édition et le démarrage de l'ÉCOLE QUÉBEC MONDE.

Pierre Georgeault (octobre 2012 – octobre 2016)

Directeur du Conseil supérieur de la langue française. Sous sa présidence, l'ÉCOLE QUÉBEC MONDE a pris son essor.

Plusieurs autres personnalités connues ont siégé au conseil d'administration. Qu'il soit permis d'en présenter quelques-unes, en s'excusant auprès de toutes les autres. On peut consulter, en annexe, le Registre des administrateurs qui se sont relayés au conseil d'administration.

Jean-Marc Léger

Fondateur et secrétaire général de l'AUPELF (aujourd'hui AUF), secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique (aujourd'hui OIF), délégué du Québec à Bruxelles et sous-ministre au ministère des Relations internationales.

Jacques-Yvan Morin

Vice-premier ministre du Québec, ministre de l'Éducation et des Affaires intergouvernementales.

Guy Pinsonnault

Avocat et juge à la cour provinciale du Québec.

J.-Z.-Léon Patenaude

Éditeur de langue française au Centre d'édition du gouvernement du Canada, initiateur de divers projets de regroupement dans le milieu de l'édition au Québec.

Robert Auclair

Juge au Tribunal du travail. Président fondateur de l'Association pour le soutien et l'usage de la langue française (ASULF).

Pierre-F. Côté

Directeur général des élections au Québec. Sa formation juridique a été très précieuse dans la reformulation des règlements généraux.

LE SECRÉTARIAT

Dès 1983, le siège social de l'ASSOCIATION fut symboliquement fixé à Montréal dans les locaux de l'Union des écrivains québécois, mais le secrétariat fut établi à Québec, au domicile de Denis Turcotte. Cet arrangement exigeait des déplacements fréquents entre les deux villes d'autant plus que le courrier était acheminé à une boîte postale à Montréal. L'Association québécoise des

professeurs de français (AQPF) accepta, en 1985, de nous héberger. Un an plus tard, nous avons installé nos pénates au Conseil des loisirs de la région de Québec où nous avons loué un modeste local qui s'est agrandi avec les années. Enfin, en 1994, nous avons pris suffisamment d'expansion pour aménager dans nos propres locaux, route de l'Église à Sainte-Foy, que nous avons occupé jusqu'en juin 2012. Par la suite, le siège social fut transféré à l'adresse de l'ÉCOLE, au 335 rue St-Joseph Est, au centre-ville de Québec.

Le secrétariat de l'ASSOCIATION a été dirigé par Denis Turcotte de 1982 à 2006 et par Hélène Thibault de 2007 à 2012. Au cours des premières années, il s'agissait d'un emploi à plein temps, non rémunéré sinon très peu. La situation s'est heureusement améliorée grâce à l'avènement de l'édition en 1987. Les effectifs sont passés graduellement à quatre employés permanents. Lors de la suspension du secteur d'édition, en juin 2012, tout le personnel dut être remercié. Il a fallu assurer une bonne transition : évacuation des locaux, transfert du siège social à l'ÉCOLE, réclamation des factures impayées, exécution de commandes de répertoires, de listes informatisées et d'abonnements au REOQ et, finalement, fermeture des livres. L'enjeu était important, car une mauvaise gestion des finances de l'ASSOCIATION se serait répercutée sur le démarrage de l'ÉCOLE. Quant au secrétariat de la FONDATION, il a toujours relevé du directeur de l'ASSOCIATION.

Côté équipements, l'ASSOCIATION a acquis son premier ordinateur en 1987. En 2012, elle disposait d'un parc de cinq ordinateurs fonctionnant en réseau. D'autres équipements se sont ajoutés au fil des ans afin d'acquérir autonomie et efficacité : imprimantes, photocopieuses, télécopieur, affranchisseuse ainsi que cinq lignes téléphoniques. Nous avons par ailleurs eu recours à divers logiciels. Nous avons fait développer notre propre système comptable. Ce fut tout un défi notamment en ce qui concerne les inscriptions dans les répertoires. Il fallut des années de rodage avant que ce système fonctionne à notre entière satisfaction.

Dans le cas de l'ÉCOLE, cela se passa plus rondement. Avec le soutien financier de la FONDATION, une directrice et une conseillère pédagogique furent engagées dès le début. Quelques mois plus tard, les locaux et les équipements requis étaient fonctionnels. Puis, ce fut le recrutement de professeurs de français pour accueillir les premiers étudiants, arrivés en mai 2010. Depuis, la banque de professeurs s'étoffe avec le nombre croissant d'étudiants.

CONCLUSION

Voilà un parcours exceptionnel puisqu'il a donné naissance à trois organismes apparentés par leurs objectifs et complémentaires dans leurs moyens d'action. Après un départ difficile en 1983, l'ASSOCIATION a finalement connu de belles années grâce à son secteur d'édition, qui lui a procuré les moyens de ses ambitions pendant un quart de siècle. Entrée en sommeil en 2012 avec la suspension de l'édition, l'ASSOCIATION pourrait émerger de nouveau en se voyant confier l'exécution de projets en lien avec l'ÉCOLE, mais financés par la FONDATION.

La FONDATION a vu le jour quelques années plus tard, en 1992, dans le but d'accumuler des fonds et de financer des activités à caractère international. Son autonomie financière a démontré son utilité à maintes reprises, surtout lors du démarrage de l'ÉCOLE. En bon père de famille, on devrait se hâter de reconstituer son capital et de le faire fructifier. C'est en récupérant son dû que la FONDATION pourra financer d'autres projets conformes à sa mission. Ce récit démontre qu'avec la meilleure volonté du monde on ne peut mener une action durable sans ressources financières et en ne comptant que sur le bénévolat.

Après un long parcours et un long détour, l'ÉCOLE (www.ecolequebecmonde.ca) s'est finalement matérialisée, car le financement était disponible pour sa réalisation. Or, au moment où elle voyait le jour en 2010, le secteur d'édition devenait déficitaire. Entre une école porteuse d'avenir et un secteur d'édition en déclin, le choix était évident, mais déchirant. La FONDATION ne pouvait subvenir aux besoins financiers des deux organismes.

L'ÉCOLE a la singularité de contribuer au rayonnement international du Québec et de la langue française, notre mission originelle, tout en s'autofinçant. Elle est un excellent tremplin pour étendre notre champ d'action à l'international. On lui souhaite de poursuivre son expansion, de diversifier son offre de services linguistiques, d'acquérir plus de notoriété et d'attirer de plus en plus d'étudiants intéressés à l'apprentissage du français.

Nous ne sommes pas en peine de projets. Cependant, il y en a deux qui méritent plus d'attention que d'autres pour avoir déjà fait l'objet de réflexion et de mise en œuvre. Ainsi, on pourrait constituer un réseau international de partenaires institutionnels étrangers sur le modèle de l'Alliance française et relancer le bulletin électronique **Québec Info**. Le réseau international alimenterait l'ÉCOLE en étudiants tandis que le bulletin contribuerait à maintenir les liens avec ces

étudiants de retour dans leur pays d'origine. Bref, on revient au projet initial. À cette différence près que nous disposons désormais de ressources et d'un savoir-faire enrichi de diverses expériences.

Denis Turcotte

Mars 2016